

Unité interdépartementale Savoie/Haute-Savoie
3 rue Paul Guiton
74000 ANNECY

Annecy , le 11/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/01/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GRAPHOCOLOR

19 AVENUE DES VIEUX MOULINS
74000 ANNECY

Références : [20220120-RAP-InspectionTARGraphocolorAnnecy-v02](#)

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/01/2022 dans l'établissement GRAPHOCOLOR implanté 19 AVENUE DES VIEUX MOULINS 74000 ANNECY . L'inspection a été annoncée le 14/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cas de l'enquête environnementale autour d'un cas de légionellose à ANNECY, l'Agence Régionale de Santé (ARS) a constaté qu'il n'y avait pas de données d'auto surveillance sur la base de données GIDAF après aout 2021 pour la Tour AéroRéfrigérante (TAR) GRAPHOCOLOR. Nous avons interrogé GRAPHOCOLOR qui nous a alors expliqué que, en raison de son absence puis de son départ, le coordonnateur HSE n'avait pas saisi les résultats des mesures sur les TAR. Néanmoins, les analyses étaient effectuées et GRAPHOCOLOR nous a fourni immédiatement les résultats, que nous avons transmis à l'ARS.

Afin notamment de faire corriger cette anomalie de saisie et d'informer l'ARS du suivi des TAR par l'exploitant, nous avons procédé à une inspection sur le thème TAR/Biocides

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRAPHOCOLOR
- 19 AVENUE DES VIEUX MOULINS 74000 ANNECY
- Code AIOT dans GUN : 0006104534
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société GRAPHOCOLOR a été créée en janvier 1951, elle emploie entre 200 et 250 salariés. La superficie du site est de 19 000 m². GRAPHOCOLOR a pour activité l'anodisation et la coloration de

toutes petites pièces et de petits bouchons en aluminium. Les bouchons sont fabriqués par emboutissage à partir de tôle d'aluminium. L'anodisation et la coloration sont réalisées dans des bains de traitement de surface. Les eaux de rinçage chargées en acide nitrique sont traitées par une unité de distillation récemment installée. Le refroidissement d'une partie des installations de l'usine est assuré par trois tours aéroréfrigérantes :

- deux tours dénommées EV1 et EV2 d'une puissance unitaire de 620 kW
- une tour dénommée Distillation récemment installée, d'une puissance de 1000 kW, nécessaire au fonctionnement de l'unité de distillation.

L'ensemble des TAR, d'une puissance totale de 2240 kW est soumis à déclaration au titre de la rubrique 2921-b) de la nomenclature des installations classées.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- TAR et biocides

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les résultats de mesure des concentrations en légionelles sont résumés dans un tableau joint au rapport. En outre, l'inspection complète TAR/Biocides a été menée à l'aide du canevas joint au présent rapport. Les principaux points de contrôles susceptibles de suites ou corrigés depuis l'inspection ont été repris dans le tableau des points de contrôle finalisés.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Déclaration TAR distillation	Code de l'environnement du 09/12/2015, article R. 512-47-V	/	Sans objet
Analyse méthodique des risques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.1.1 a de l'annexe I	/	Sans objet
Dépassement ponctuel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.11.2.a de l'annexe I	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Plan d'entretien et de surveillance	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.1.1.b de l'annexe I	/	Sans objet
Surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.1.3.a de l'annexe I	/	Sans objet
Transmission des résultats à l'inspection des installations classées	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.1.3 e de l'annexe I	/	Sans objet
Bilan annuel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.V	/	Sans objet
Fiches de données de sécurité peroxyde d'hydrogène	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.9	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La nouvelle TAR "distillation" doit faire l'objet d'une télédéclaration.

L'analyse méthodique des risques est en phase de finalisation et devra être revue au moins tous les deux ans.

En cas de dépassement ponctuel > 1000 ufc/l, procéder à une analyse entre 48 h et une semaine après le traitement. Saisir les résultats dans GIDAF.

Transmettre à l'inspection des installations classées pour le 31 mars de l'année N un bilan de l'année N-1 conforme à l'article 3.7.V de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013, notamment le bilan 2021 pour le 31 mars 2022.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Déclaration TAR distillation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 09/12/2015, article R. 512-47-V
Thème(s) : Situation administrative, Procédure déclaration
Prescription contrôlée : Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe le modèle national de déclaration et les conditions dans lesquelles cette déclaration et les documents mentionnés au présent article sont transmis par voie électronique.
Constats : Les tours aéroréfrigérantes EV1 et EV2 sont visées par l'arrêté d'autorisation n° 2007-3205 du 29 octobre 2007. La nouvelle tour « distillation » nécessaire au fonctionnement de l'installation de distillation des effluents azotés a été déclarée à la DREAL le 12 octobre 2021 sur document CERFA n° 15272-03. La déclaration est à faire en ligne à l'adresse https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/F33414
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Analyse méthodique des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.1.1 a de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien préventif
Prescription contrôlée : Alinéa 6 : En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits au point II.1 et II.2 b, et a minima une fois tous les deux ans, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles. Alinéa 7 : La révision de l'AMR donne lieu à la mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant nous a présenté une Analyse Méthodique des Risques (AMR) établie le 8 décembre 2006 et mise à jour le 23 septembre 2009. L'AMR doit être revue tous les 2 ans pour les tours aéroréfrigérantes (TAR) soumises à déclaration. L'AMR pour les TAR EV1 et EV2 a été révisée les 14 et 15 février 2022, elle est en cours de relecture par l'exploitant. L'AMR de la TAR Distillation est en cours de finalisation
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan d'entretien et de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.71.1.b de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien préventif
Prescription contrôlée : <p>Les plans d'entretien et de surveillance visent à limiter le risque de prolifération et de dispersion des légionelles via la ou les tours. Ils ont notamment pour objectif de maintenir en permanence la concentration des</p> <p>Legionella pneumophila dans l'eau du circuit à un niveau inférieur à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau. Ces plans concernent l'ensemble de l'installation, en particulier toutes les surfaces de l'installation en contact avec l'eau du circuit où pourrait se développer le biofilm. Ces plans sont mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant.</p> <p>Le plan d'entretien définit les mesures d'entretien préventif de l'installation visant à réduire, voire à supprimer, par des actions mécaniques ou chimiques, le biofilm et les dépôts sur les parois de l'installation et à éliminer, par des procédés chimiques ou physiques, les légionelles libres dans l'eau de l'installation en amont des points de pulvérisation. Pour chaque facteur de risque identifié dans l'AMR, une action est définie pour le gérer. Si le niveau de risque est jugé trop faible pour entraîner une action, l'exploitant le justifie dans l'AMR.</p> <p>Une fiche décrivant et justifiant la stratégie de traitement préventif de l'eau du circuit adoptée par l'exploitant, telle que décrite au point 2 du présent article, est jointe au plan d'entretien.</p> <p>Le plan de surveillance précise les indicateurs de suivi mis en place pour s'assurer de l'efficacité des mesures, tels que définis au I.1.3 des présentes consignes d'exploitation. Il précise les actions curatives et correctives immédiates à mettre en œuvre en cas de dérive de chaque indicateur, en particulier en cas de dérive de la concentration en Legionella pneumophila. La description des actions curatives et correctives inclut les éventuels produits utilisés et les modalités d'utilisation telles que les quantités injectées.</p> <p>Les modalités de mise en œuvre de l'ensemble des mesures prévues dans les plans d'entretien et de surveillance sont formalisées dans des procédures. En particulier, chacune des situations de dépassement de concentration en Legionella pneumophila décrite au point II du présent article fait l'objet d'une procédure particulière.</p> <p>Les cas d'utilisation saisonnière ou de fonctionnement intermittent sont analysés dans l'AMR et font l'objet de procédures adaptées dans le plan d'entretien et de surveillance. L'exploitant assure une gestion continue du risque de prolifération et de dispersion des légionelles à partir du moment où le circuit est en eau, au même titre qu'une installation fonctionnant en continu. Il s'assure de l'efficacité des actions préventives mises en œuvre, notamment en regard des objectifs de concentration en Legionella pneumophila.</p>
Constats : Le plan d'entretien et de surveillance a été mis à jour par ODYSSEE ENVIRONNEMENT en août 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Surveillance de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.1.3.a de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence de prélèvements
Prescription contrôlée : Alinéa 1 : La fréquence des prélèvements et analyses des Legionella pneumophila est au minimum bimestrielle pendant la période de fonctionnement de l'installation. Alinéa 2 : Ces prélèvements sont effectués selon la norme NF T90-431 (avril 2006). L'ensemble des seuils de gestion mentionnés dans le présent arrêté sont spécifiques pour cette méthode d'analyse et sont exprimés en unité formant colonies par litre d'eau (UFC/L).
Constats : Les prélèvements sont effectués au minimum tous les deux mois.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Transmission des résultats à l'inspection des installations classées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.1.3 e de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Délai de transmission
Prescription contrôlée : Les résultats d'analyses de concentration en Legionella pneumophila sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements.
Constats : Suite à l'absence et au départ des responsables HSE, et en attente de leur remplacement, les résultats d'analyse n'étaient plus saisis sur la base de données GIDAF depuis août 2021. Cette anomalie a été immédiatement corrigée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dépassement ponctuel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.II.2.a de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Dépassement supérieur à 1000 UFC/L
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2. Actions à mener si les résultats d'analyse selon la norme « NF T90-431 (version 2020) » mettent en évidence une concentration mesurée en <i>Legionella pneumophila</i> supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L</p> <p>a) Cas de dépassement ponctuel :</p> <p>En application de la procédure correspondante, l'exploitant met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> dans l'eau, et les actions correctives prévues, en vue de rétablir une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> inférieure à 1 000 UFC/L.</p> <p>Suite à la mise en place de ces actions curatives et correctives et pour s'assurer de leur efficacité, l'exploitant réalise une nouvelle analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à ces actions est respecté.</p> <p>Constats : Il a été constaté une concentration supérieure à 1 000 ufc/l sur la TAR EV2 le 23/08/21, puis inférieure à 100 ufc/l après traitement choc et redémarrage et à nouveau inférieure à 100 ufc/l le 07/10/21</p> <p>Il a été constaté une concentration égale à 4100 ufc/l sur tour EV1 le 07/10/21, puis 200 le 07/12/21</p> <p>En revanche, les résultats d'analyses après prolifération supérieure à 1000 ufc/l n'ont pas été systématiquement saisis sur la base de données GIDAF.</p>
Observations : Saisir les résultats dans GIDAF dès que l'exploitant reçoit le compte-rendu du laboratoire.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Bilan annuel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.V
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission du bilan annuel
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les résultats des analyses de suivi de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i>, les périodes d'utilisation avec leur mode de fonctionnement et les périodes d'arrêt complet ou partiel, ainsi que les consommations d'eau sont adressés par l'exploitant à l'inspection des installations classées sous forme de bilans annuels interprétés.</p> <p>Ces bilans sont accompagnés de commentaires sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les éventuelles dérives constatées et leurs causes, en particulier lors des dépassements de concentration de 1 000 UFC/L en <i>Legionella pneumophila</i>, consécutifs ou non consécutifs ; - les actions correctives prises ou envisagées ; - l'évaluation de l'efficacité des mesures mises en œuvre, par des indicateurs pertinents. <p>Le bilan de l'année N-1 est établi et transmis à l'inspection des installations classées pour le 31 mars de l'année N.</p>
Constats : Le bilan 2020 a été transmis, le bilan 2021 doit être transmis avant le 31 mars 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet